



---

## 73<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale

5<sup>e</sup> commission

Point 126, 135, 136, 138 et 150 de l'ordre du jour

### **Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies**

### **Improving the financial situation of the United Nations**

New York, le 04 juin 2019

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Secrétaire général, Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations se félicitent de la présentation des rapports du Secrétaire général et du CCQAB sur ce point de l'ordre du jour.

Monsieur le Secrétaire général, Madame la Présidente,

Ces deux dernières années, nous avons pris des mesures substantielles pour renforcer la capacité des Nations Unies à s'acquitter de ses mandats avec efficacité et efficacie. Cependant, et ce malgré le rythme très satisfaisant des réformes de gestion, les progrès sont restés insuffisants en ce qui concerne les processus budgétaires de l'ONU. En conséquence, la situation financière de l'Organisation est alarmante et les problèmes de liquidités s'aggravent. Il faut agir de toute urgence pour améliorer cette situation financière.

Nous devons prendre des mesures dans deux domaines clés:

Premièrement, la méthode de budgétisation et le cadre réglementaire sont obsolètes. Les faiblesses structurelles doivent être surmontées. Nous soutenons bon nombre des propositions formulées par le Secrétaire général dans son rapport. Enfin et surtout, le Secrétaire général devrait, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation, bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre dans la gestion du budget. Il devrait être autorisé à redistribuer les ressources au sein des différents chapitres du budget, en fonction des besoins, tout en garantissant une responsabilité et une transparence vis-à-vis des États membres.

Deuxièmement, les modes de paiement adoptés devraient avoir des conséquences tangibles pour les États membres. Il faudrait mettre en place des mesures incitatives fortes pour favoriser le paiement

---

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**  
**Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706  
Tél. +1 212 286 1540, fax +1 212 286 1555, [www.dfae.admin.ch/missny](http://www.dfae.admin.ch/missny)

rapide des contributions et des mesures clairement dissuasives pour éviter les paiements tardifs ou les non-paiements. Nos délégations participeront activement et de manière constructive aux délibérations sur ce point de l'ordre du jour.

Monsieur le Secrétaire général, Madame la Présidente, je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mister Secretary General, Madam Chair,

I have the honour to address you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the submission of the reports of the Secretary-General and of the ACABQ relating to this agenda item.

Mister Secretary General, Madam Chair,

Over the last two years, we have taken significant steps to improve the effectiveness and efficiency of the United Nations. However, despite the successful pace of management reforms, progress has so far not been sufficient in the area of the UN's budget process. As a result, the UN's financial situation is alarming and cash flow problems are getting worse. Action to improve the financial situation is therefore urgently needed.

We must take action in two key areas:

First, the budget methodology and regulatory framework are outdated. Structural weaknesses have to be addressed. We support many of the proposals made by the Secretary-General in his report. Most importantly, as the chief administrative officer, the Secretary-General should have more leeway in managing the budget. He should be authorised to reallocate resources within budget sections, as the need arises, while ensuring full accountability and transparency towards member states.

Second, payment patterns must have tangible consequences for member states. There should be strong incentives for early payment of contributions and clear disincentives for late or non-payment. Our delegations will participate actively and constructively in the deliberations on this agenda item.

Thank you, Mister Secretary General, Madam Chair.